

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/RO/M/14**

6 avril 1998

(98-1360)

## Comité des règles d'origine

### COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE DU 16 AU 27 MARS 1998

Président: M. R. Wells (Australie)

Le Comité des règles d'origine a adopté l'ordre du jour ci-après, qui était proposé dans l'aérogamme WTO/AIR/788:

	<u>Page</u>
1. Election du Bureau . . . . .	1
2. Mise à jour des règles d'origine adoptées par le Comité des règles d'origine (G/RO/W/22/Rev.2) . . . . .	1
3. Mise en oeuvre de l'article 2 h) de l'Accord sur les règles d'origine . . . . .	2
4. Approbation des décisions de la catégorie 1 contenues dans le dixième rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine (G/RO/22 et G/RO/22/Add.1) . . . . .	2
5. Examen des règles d'origine par produit . . . . .	2
- Chapitres 1-24 (produits agricoles) (G/RO/22/Add.1) . . . . .	2
- Chapitres 50-63 (produits textiles) (documents 42.215 et 42.212 de l'OMD, G/RO/W/25) . . . . .	4
6. Autres questions . . . . .	5
- Date de la prochaine réunion . . . . .	5

#### 1. Election du Bureau

1.1 Le Comité a élu M. Ric Wells (Australie) Président, et M. Rossman Ithnain (Singapour) Vice-Président pour 1998.

#### 2. Mise à jour des règles d'origine adoptées par le Comité des règles d'origine (G/RO/W/22/Rev.2)

2.1 Le Président a indiqué que le Secrétariat avait distribué, sous couvert du document G/RO/W/22/Rev.2, une liste mise à jour des règles d'origine adoptées par le Comité à la réunion tenue du 2 au 6 février 1998. Il a rappelé que, à sa réunion du 3 octobre 1997, le Comité avait décidé de ne pas revenir sur les règles contenues dans ce document, étant entendu que, conformément à l'article 9:3 b) de l'Accord, il devrait le moment venu examiner les résultats du programme de travail pour l'harmonisation du point de vue de leur cohérence globale.

2.2 Le Comité a pris note du document mis à jour.

3. Mise en oeuvre de l'article 2 h) de l'Accord sur les règles d'origine

3.1 Le Président a rappelé que, à la réunion du 3 octobre 1997, le Comité avait demandé au Secrétariat d'effectuer une brève étude sur les méthodes et procédures appliquées par les Membres aux fins de la mise en oeuvre de l'article 2 h) ainsi que du paragraphe 3 d) de l'Annexe II de l'Accord. Le Secrétariat avait envoyé une note datée du 8 octobre 1997 dans laquelle il demandait aux Membres de lui fournir, dans la mesure du possible, certains renseignements classés par catégorie concernant cette étude pour le 1er décembre 1997. Le 8 janvier 1998, le Secrétariat avait envoyé des rappels aux Membres qui n'avaient pas encore répondu à cette date. Jusque-là, 28 Membres avaient fourni les renseignements demandés.

3.2 Le Président a demandé aux Membres qui n'avaient pas encore communiqué ces renseignements de le faire dans les meilleurs délais et il a annoncé qu'il tiendrait prochainement des consultations informelles à ce sujet.

3.3 Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à l'issue des consultations informelles.

4. Approbation des décisions de la catégorie 1 contenues dans le dixième rapport du Comité technique des règles d'origine au Comité des règles d'origine (G/RO/22 et G/RO/22/Add.1)

4.1 Le Président a rappelé que, à la réunion tenue du 2 au 6 février 1998, le Comité était convenu d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la réunion en cours, étant donné que le dixième rapport du Comité technique n'avait pas encore été approuvé. A la réunion qu'il avait tenue du 9 au 27 février 1998, le Comité technique avait formellement adopté le rapport de sa dixième session, auquel était annexé le dixième rapport au Comité. Le Comité technique avait également corrigé une erreur qui s'était glissée dans les décisions de la catégorie 1 et qui concernait la position n° 22.01, à la page 220 du document G/RO/22/Add.1: le critère d'origine pour la position se formulait donc désormais comme suit: "le pays d'origine des marchandises de cette position est celui dans lequel les eaux, glaces ou neiges classées dans cette position sont obtenues à l'état naturel".

4.2 Conformément à l'article 9:3 a) de l'Accord, le Comité a approuvé les règles d'origine pour les produits pouvant être classés dans les chapitres 2 à 12 et 17 à 24 qui apparaissaient comme des décisions de la catégorie 1 au paragraphe 5 du dixième rapport au Comité (G/RO/22) et dans la matrice (G/RO/22/Add.1), telle que modifiée par le Comité technique.

4.3 Le Comité a confirmé qu'il ne reviendrait pas sur ces décisions de la catégorie 1, étant entendu, toutefois, que, conformément à l'article 9:3 b) de l'Accord, il devrait le moment venu examiner les résultats du programme de travail pour l'harmonisation du point de vue de leur cohérence globale.

5. Examen des règles d'origine par produit concernant les chapitres 1 à 24 (produits agricoles) (G/RO/22/Add.1)

5.1 A la suite du débat qui avait eu lieu lors des réunions informelles des 20 et 27 mars 1998, le Comité est convenu de ce qui suit:

"Le Comité a examiné des questions non résolues concernant les produits agricoles qui lui ont été soumises.

- 1) Le Comité est parvenu à un consensus sous l'option A pour la question appelant une décision n° 26 et sur l'option B pour les questions appelant une décision n° 34, 38, 41 et 52.

En conséquence:

- Le critère d'origine pour la sous-position n° 0601.20, à la page 131 du document G/RO/22/Add.1, devrait être "CSP".
  - Le terme "mélanges" devrait maintenant figurer dans la colonne B de la position fractionnée n° ex 0902 a), à la page 146 du document G/RO/22/Add.1, et les codes ex 0902 b) et c) devraient être supprimés.
  - Les positions fractionnées n° 1211 c), à la page 155 du document G/RO/22/Add.1, et ex 1401.20 a), à la page 159, devraient être supprimées.
  - Les règles "CP" et "CSP" figurant dans la colonne C de la sous-position n° 1701.91, à la page 193 du document G/RO/22/Add.1, devraient être supprimées.
- 2) Un consensus a semblé se dégager sur l'option C pour la question appelant une décision n° 14, et sur l'option B pour les questions appelant une décision n° 27 et 42. La Malaisie a réservé sa position à ce sujet.
  - 3) Sucre:
    - De nombreuses délégations ont fait savoir qu'elles souhaitent faire preuve de flexibilité à propos de la question appelant une décision n° 51, mais qu'elles étaient peu disposées à le faire compte tenu de l'incidence que cela pouvait avoir sur d'autres questions. De nombreuses délégations ont manifesté leur intérêt à l'égard d'une proposition selon laquelle les Membres se montreraient plus souples à cet égard, à condition qu'il en soit de même dans le cas des questions appelant une décision n° 55 et 56.
    - La plupart des délégations ont jugé inutile d'avoir les deux positions fractionnées n° 1702 b) et 1702 c).
  - 4) Café et thé:
    - Des précisions ont été apportées sur certains points.
  - 5) Produits laitiers:
    - Il y a eu consensus pour supprimer l'option B pour les questions appelant une décision n° 16 et 18, et l'option C pour la question appelant une décision n° 96.
  - 6) Poissons:
    - Il y a eu consensus pour supprimer la question appelant une décision n° 8 III) relative à un projet de critère de la valeur ajoutée ainsi que l'option B pour la question appelant une décision n° 4 ii).

- L'adoption du critère "CP" pour les positions n° 1603 à 1605 et de l'option A pour la question appelant une décision n° 7 (concernant les positions fractionnées n° ex 0305 e), ex 0306 d) et ex 0307 d)) a rallié un consensus de plus en plus grand.

7) Animaux vivants et viandes:

- Cinq délégations ont été en mesure de s'entendre sur la formulation d'un seul critère commun pour l'option A pour la question appelant une décision n° 1. Le libellé final de ce critère est en cours d'examen. Une délégation a indiqué qu'elle était disposée à envisager la possibilité d'adopter ultérieurement ce critère commun.
- Pour ce qui est de la question appelant une décision n° 2, les cinq mêmes délégations ont indiqué qu'elles étaient disposées à examiner la formulation d'un critère commun pour l'option B et à limiter l'application de la prescription additionnelle à une période d'engraissement seulement.
- Pour ce qui est des questions appelant une décision n° 7 et 43, plusieurs délégations ont fait savoir qu'elles étaient disposées à envisager d'autres options.
- Concernant les questions appelant une décision n° 3 et 5, il est toujours question de déterminer si l'option A offre une approche différente de celle de l'option B, ou s'il ne s'agit que d'une différence d'ordre terminologique.

8) Vin:

- Des précisions ont été apportées sur certaines ambiguïtés concernant les positions des Membres."

5.2 Le Président a indiqué que le processus plurilatéral engagé avec les rapporteurs, complété par des entretiens bilatéraux en cas de besoin, avait donné de bons résultats; il a invité les rapporteurs à poursuivre leurs travaux en ce sens et à essayer de réaliser des progrès dans leurs groupes de produits respectifs, dans la mesure du possible et en particulier entre les réunions du Comité.

Chapitres 50 à 63 (produits textiles)

5.3 Les représentants de l'Egypte, des Communautés européennes, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Philippines, de la Suisse et des Etats-Unis ont dit que de nombreuses questions concernant les produits textiles avaient été clarifiées durant les réunions bilatérales et plurilatérales, et qu'il conviendrait d'organiser des réunions plurilatérales à la prochaine étape.

5.4 Le représentant de l'Inde a proposé que le Secrétariat établisse un document analysant brièvement l'incidence des principales propositions relatives aux critères d'origine pour les textiles sur les droits et obligations des Membres au titre des Accords de l'OMC, tels que l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, et les prescriptions en matière de marquage de l'origine. Les représentants de la République dominicaine, du Pakistan et de Sri Lanka ont appuyé la proposition de l'Inde. Le représentant de la Malaisie a dit qu'il valait la peine d'étudier plus avant cette proposition de l'Inde. Le Président a demandé à l'Inde de présenter sa proposition par écrit.

5.5 Le représentant des Etats-Unis a indiqué que la proposition de sa délégation relative aux questions n° 12 et 13 concernant les textiles, qui avait été distribuée sous la cote G/RO/W/25, devrait être reprise dans la matrice des produits textiles.

5.6 Le représentant de la Corée a dit que la question des opérations de teinture ou d'impression des fils devait être dissociée de celle des opérations de teinture ou d'impression des tissus. Le Président a demandé à la Corée de soumettre sa proposition au Comité pour examen.

5.7 Le Comité a pris note des déclarations.

6. Autres questions

- Date de la prochaine réunion

6.1 Il a été convenu que le Comité tiendrait sa réunion suivante du 27 avril au 1er mai 1998.

---